

Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations
Pôle protection des populations/santé et protection animales

Arrêté préfectoral n° 2022 01162
déterminant un périmètre réglementé spécifique
suite à déclaration d'infection d'influenza aviaire hautement pathogène

La préfète des Deux-Sèvres
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le règlement (CE) n°853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu le règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;

Vu le règlement (UE) n°2016/429 du parlement et du conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale («législation sur la santé animale») ;

Vu le règlement délégué (UE) n°2020/687 de la commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives à la prévention de certaines maladies répertoriées et à la lutte contre celles-ci ;

Vu le règlement d'exécution (UE) 2018/1882 de la Commission du 3 décembre 2018 sur application de certaines dispositions en matière de prévention et de lutte contre les maladies à des catégories de maladies répertoriées et établissant une liste des espèces et des groupes d'espèces qui présentent un risque considérable du point de vue de la propagation de ces maladies répertoriées ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L201-1 à L201-13 et L221-1 à L221-9, L223-1 à L 223-8, R. 205-1, R223-3 à R223-12, D223-22-2 à D223-22-17 ;

VU le code de l'environnement, notamment l'article R424-3 ;

Vu le décret du Président de la République en date 15 février 2022 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE en qualité de Préfète des Deux-Sèvres ;

Vu l'arrêté du 30 mars 2001 modifié fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus et des produits détruits sur ordre de l'administration ;

Vu l'arrêté du 10 septembre 2001 modifié fixant des mesures financières relatives à la lutte contre les pestes aviaires : maladie de Newcastle et influenza aviaire ;

Vu l'arrêté du 14 octobre 2005 fixant les règles générales de police sanitaire relatives aux produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs et les professionnels liés aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux êtres humains ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2021 établissant les zones à risque de diffusion du virus de l'influenza aviaire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 mars 2022 portant délégation de signature à Monsieur Christophe ADAMUS, directeur départemental de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations des Deux-Sèvres ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 mars 2022 portant subdélégation générale de signature de Monsieur Christophe ADAMUS, directeur départemental de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations des Deux-Sèvres ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022 01067 du 7 avril 2022 déterminant un périmètre réglementé spécifique suite à une déclaration d'infection d'influenza aviaire hautement pathogène ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022 01112 du 13 avril 2022 modifiant l'arrêté préfectoral n°2022 01067 ;

Considérant la situation très évolutive de l'épizootie d'influenza aviaire hautement pathogène démontrant une circulation active du virus dans les départements de la Vendée, Loire Atlantique, Maine et Loire et Deux-Sèvres ;

Considérant les derniers foyers confirmés par les résultats D-22-04202, D-22-04203, D-22-04246 et D-22-04273 du LNR les 13/04/2022 et 14/02/2022 ;

Considérant la nécessité de prendre de nouvelles mesures de lutte ;

Sur proposition du directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : définition

Un périmètre réglementé est défini comme suit :

- des zones de protection comprenant toutes les exploitations commerciales et non commerciales détenant des volailles situées sur le territoire des communes listées en annexe 1 ;
- une zone de surveillance comprenant toutes les exploitations commerciales et non commerciales détenant des volailles situées sur le territoire des communes listées en annexe 2 ;

Les limites de zones sont matérialisées sur les routes principales par des panneaux « Influenza aviaire circulation réglementée »

Article 2 : mesures dans le périmètre réglementé

Dans les zones de protection et de surveillance sont appliquées les dispositions suivantes :

1° Les responsables d'exploitation commerciale détenant des oiseaux se déclarent auprès de la Direction départementale en charge de la protection des populations en mentionnant les effectifs des différentes espèces. Un suivi régulier et contrôle des registres est effectué par la

direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP).

2° Les détenteurs d'exploitations non commerciales de volailles se déclarent auprès des mairies ou sur Internet via la procédure suivante : <http://mesdemarches.agriculture.gouv.fr/>.

3° Les lieux de détention de volailles font l'objet de visites par un vétérinaire sanitaire à la demande de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) pour contrôler l'état sanitaire des animaux par l'examen clinique, la vérification des informations du registre d'élevage et le cas échéant, la réalisation de prélèvements pour analyse de laboratoire.

4° Toute apparition de signes cliniques évocateurs d'influenza aviaire ou toute augmentation de la mortalité ainsi que toute baisse importante dans les données de production sont immédiatement signalées à la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) par les responsables des exploitations qu'elles soient de nature commerciale ou non.

5° Tous les détenteurs d'oiseaux mettent en œuvre les mesures de biosécurité adaptées pour prévenir le risque de diffusion de la maladie, en particulier via le contact avec les oiseaux sauvages, en protégeant l'accès à l'alimentation, à l'abreuvement, aux silos et stockage d'aliments et, dans la mesure du possible, le maintien des oiseaux en bâtiment ou la réduction de surface des parcours.

Les cadavres qui ne pourraient être éliminés dans les meilleurs délais sont stockés dans des containers étanches.

6° Les mouvements ou le transport de volailles et autres oiseaux captifs sont interdits dans le périmètre réglementé. L'introduction ou la sortie de volailles et autres oiseaux captifs est interdite dans le périmètre réglementé.

Des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées pour les exploitations commerciales par la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) et sous sa supervision, des volailles en provenance d'une exploitation commerciale, sous réserve d'un transport direct et dédié et seulement pour les cas de figure et les conditions présentés ci-dessous :

a) Mouvements de volailles pour un abattage immédiat à destination d'un établissement désigné situé dans le périmètre réglementé:

- Pour toutes volailles hors dindes et palmipèdes, réalisation d'une visite vétérinaire 24 heures avant le départ pour contrôler l'état sanitaire des animaux par un examen clinique et vérification des informations du registre d'élevage. Pour les volailles situées en zone de protection, obtention de résultats virologiques favorables ; dans ce cas, le délai de réalisation de la visite vétérinaire est porté à 48h.

- Pour tous palmipèdes et dindes, réalisation d'une visite vétérinaire 48 heures avant départ pour contrôler l'état sanitaire des animaux par un examen clinique et vérification des informations du registre d'élevage et la réalisation de prélèvements pour analyses virologiques, avec obtention de résultats favorables.

b) Mouvements de volailles dans le cadre des abattages préventifs ordonnés par la direction départementale chargée de la protection des populations.

c) Mouvements de poussins d'un jour, galliformes et palmipèdes, provenant de couvoirs situés dans le périmètre réglementé vers une exploitation située sur le territoire national en zone indemne sous couvert d'un transport dédié et sous réserve :

- de la mise en œuvre de mesures de biosécurité appropriées lors du transport et dans l'exploitation de destination selon les prescriptions prévues par l'instruction technique DGAL/SDSBEA/2022-192;

- du placement de l'exploitation de destination sous surveillance officielle d'une durée minimale de 21 jours durant laquelle les volailles ne peuvent quitter l'élevage et à l'issue de laquelle sera réalisée une visite vétérinaire pour contrôler l'état sanitaire des animaux par un examen clinique et vérification des informations du registre d'élevage, assortie, s'il s'agit de palmipèdes, de prélèvements sur 20 animaux pour analyses virologiques dans un laboratoire agréé.

d) Mouvements de volailles futures pondeuses reproductrices issues d'établissements situés dans la zone réglementée vers des élevages situés dans la même zone de protection ou au sein de la même zone de surveillance et ne détenant pas d'autres volailles, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- mise sous surveillance pendant 21 jours de l'exploitation de destination
- réalisation d'une visite vétérinaire 24h avant le départ des animaux avec prélèvement de 60 animaux par écouvillon trachéal ou oro-pharyngé pour analyse virologique avec résultats favorables et 60 prélèvements pour analyses sérologiques
- réalisation d'une visite vétérinaire dans les 48 à 72h suivant le transfert de 60 animaux par écouvillon trachéal ou oro-pharyngé pour analyse virologique
- réalisation à l'issue des 21 jours de surveillance et au plus tard 30 jours après l'introduction, de 60 animaux par écouvillon trachéal ou oro-pharyngé et cloacal pour analyse virologique avec résultats favorables et 60 prélèvements pour analyses sérologiques ;
- sous réserve de l'application des prescriptions prévues par l'instruction technique DGAL/SDSBEA/2022-301.

7° Les œufs à couver issus des élevages reproducteurs de ponte en zone indemne doivent être, quand une solution alternative existe, orientés vers un couvoir situé en zone indemne sans passer par un stockage intermédiaire par un couvoir situé en zone réglementée.

Les œufs à couver produits à l'intérieur de la zone réglementée sont stockés en zone réglementée ou détruits conformément au règlement (CE) n° 1069/2009 du 21 octobre 2009 susvisé.

Des dérogations peuvent être accordées par la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) et sous sa supervision, pour le transport d'œufs à couver à destination d'un établissement d'accoupage situé soit dans la zone réglementée soit dans la zone indemne, sous réserve de l'application des prescriptions prévues par l'instruction technique DGAL/SDSBEA/2022-192;

8° Le nettoyage et la désinfection des véhicules sont effectués, sous la responsabilité du responsable de l'établissement concerné, pour tous types de transport (aliments, énergie, équarrissage, volailles...) à l'entrée et à la sortie de tous les établissements en lien avec l'élevage avicole tels que les élevages, les couvoirs, les abattoirs, les entrepôts, les usines de sous-produits animaux ou les centres d'emballage d'œufs.

Les tournées impliquant des zones de statuts différents dans le périmètre réglementé sont organisées de façon à commencer par la périphérie vers le centre du périmètre réglementé.

En dehors des opérations de dépeuplement, un nettoyage et désinfection intermédiaire en station de lavage doit être réalisé en sortie de zone réglementée pour tous les véhicules provenant d'un de ces établissements situés dans le périmètre réglementé

9° Les rassemblements d'oiseaux tels que les foires, marchés et les expositions sont interdits.

10° Les lâchers de gibiers à plumes sont interdits.

11° L'accès aux exploitations commerciales est limité aux personnes autorisées. Ces personnes mettent en œuvre les mesures de biosécurité individuelles visant à limiter le risque de diffuser la maladie, notamment par l'utilisation de vêtements de protection à usage unique et, en cas de visite d'une exploitation suspecte, la prise de précautions supplémentaires telles que douche, changement de tenue vestimentaire et nettoyage des bottes. Les exploitations tiennent un registre de toutes les personnes qui pénètrent sur le site de l'exploitation.

12° Le transport et l'épandage des effluents (lisier, fumier, litière) provenant de volailles ou gibier à plume est interdit. Par dérogation, les épandages des effluents des élevages commerciaux peuvent être autorisés par la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) sous réserve de la mise en œuvre, sur l'exploitation, de procédés assainissant préalables. L'épandage des effluents assainis pourra être autorisé dans le périmètre réglementé sous réserve d'être réalisé au moyen de dispositifs ne produisant pas d'aérosols, et d'être accompagné d'un enfouissement immédiat.

13° Les sous-produits animaux issus de volailles des périmètres réglementées, mises à mort en abattoir ou sur plateforme dédiée implanté à l'intérieur des territoires concernés, et des exploitations commerciales sont exclusivement, sauf dérogation autorisés par la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP), destinés à un établissement de traitement agréé au titre du règlement (CE) n°1069/2009 du 21 octobre 2009 susvisé.

14° La gestion des denrées alimentaires d'origine animale, viande et œufs de consommation notamment, est définie dans l'instruction dédiée DGAL/SDSSA/2022-116 du 07/02/2022.

Article 3 : levée des mesures

Chaque zone de protection est levée au plus tôt 21 jours après l'abattage des animaux et la fin des opérations préliminaires de nettoyage et désinfection du dernier foyer de la zone et après la réalisation des visites dans toutes les exploitations détenant des oiseaux permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas d'influenza aviaire dans la zone.

Après la levée de la zone de protection, les territoires listés à l'annexe restent soumis aux mesures de la zone de surveillance jusqu'à la levée de cette dernière.

La zone de surveillance est levée au plus tôt 30 jours après l'abattage des animaux et la fin des opérations préliminaires de nettoyage et désinfection du dernier foyer de la zone et après la réalisation des visites, avec résultat favorable, parmi les exploitations détenant des oiseaux de la zone permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas d'influenza aviaire dans la zone.

La définition du périmètre de la zone réglementée spécifique et les mesures qui s'y appliquent font l'objet d'une évaluation régulière en fonction de la situation épidémiologique vis-à-vis de la circulation du virus de l'influenza aviaire hautement pathogène dans le compartiment domestique et sauvage

Article 4 :

L'arrête préfectoral n° 2022 01067 modifié du 7 avril 2022 déterminant un périmètre réglementé spécifique suite à déclaration d'infection d'influenza aviaire hautement pathogène est abrogé.

Article 5 : délai et voie de recours

Vous avez la possibilité de contester cette décision **dans un délai de deux mois suivant cette notification**, selon les modalités suivantes :

- soit un recours administratif gracieux devant Monsieur le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations
- soit un recours administratif hiérarchique auprès de Madame la préfète des Deux-Sèvres ou du ministre en charge de l'agriculture (Direction Générale de l'Alimentation)
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers, soit par courrier, soit par l'application informatique Télérecours accessible, sur le site www.telerecours.fr

Aucun de ces recours n'a d'effet suspensif sur l'exécution de la présente décision.

Article 6 : dispositions pénales


Le non-respect des dispositions du présent arrêté constituent des infractions définies et réprimées par les articles R228-1 à R228-10 du code rural et de la pêche maritime.

Article 7 : exécution


Le Secrétaire Général de la Préfecture des Deux-Sèvres, le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations, le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale, les maires des communes listées en annexe, les vétérinaires sanitaires sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Deux-Sèvres et affiché dans les mairies concernées.

Fait à Niort, le 15/04/2022

Pour le Préfet et par délégation,
pour le Directeur Départemental et par délégation,
L'Adjointe au Directeur Adjoint
chargée du Pôle Protection des Populations



Dr Claire VILLEDARY



ANNEXE 1 : COMMUNES EN ZONE DE PROTECTION

| INSEE | COMMUNES |
|-------|--|
| 79005 | Pointe Nord d'AIRVAULT délimitée au sud par la voie ferrée |
| 79008 | AMAILLOUX |
| 79012 | ARDIN |
| 70013 | ARGENTONNAY |
| 79022 | AVAILLES-THOUARSAIS |
| 79047 | BOUSSAIS |
| 79050 | BRETIGNOLLES |
| 79049 | La partie NORD-OUEST de BRESSUIRE, limitée à l'EST par la D148, et au SUD par la D938ter |
| 79062 | CERIZAY |
| 79069 | CHANTELOUP |
| 79091 | CIRIERES |
| 79096 | COMBRAND |
| 70101 | COULONGES-SUR-L'AUTIZE |
| 79103 | COURLAY |
| 79108 | DOUX |
| 79132 | GENNETON |
| 79135 | GOURGE |
| 79134 | Sud de GLENAY, limitée au nord par la D170. |
| 79075 | LA CHAPELLE-SAINT-ETIENNE |
| 79001 | L'ABSIE |
| 79123 | LA FORET-SUR-SEVRE |
| 79145 | LAGEON |
| 79147 | LARGEASSE |
| 79051 | LE BREUIL-BERNARD |
| 79210 | LE PIN |
| 79156 | LOUIN |
| 79165 | MAISONTIERS |
| 79079 | MAULEON |
| 79179 | MONCOUTANT |
| 79183 | MONTRAVERS |
| 79188 | MOUTIERS-SOUS-CHANTEMERLE |
| 79195 | NUEIL-LES-AUBIERS |
| 79207 | LA PETITE-BOISSIERE |
| 79235 | SAINT-AMAND-SUR-SEVRE |
| 79236 | SAINT-ANDRE-SUR-SEVRE |
| 79238 | SAINT-AUBIN-DU-PLAIN |

| | |
|-------|--|
| 79252 | SAINT-GENEROUX |
| 79261 | SAINT-JOUIN-DE-MILLY |
| 79268 | SAINT-LOUP-LAMAIRE |
| 79286 | SAINT-PAUL-EN-GATINE |
| 79289 | SAINT-PIERRE-DES-ECHAUBROGNES |
| 79290 | SAINT-POMPAIN |
| 79299 | Est de SAINT-VARENT délimitée à l'Ouest par la route de Parthenay/Riblaire puis la route de Saumur |
| 79309 | SCILLE |
| 79325 | TESSONNIERE |
| 79326 | THENEZAY |
| 79063 | VAL EN VIGNES |
| 79342 | VERNOUX-EN-GATINE |
| 79351 | VILLIERS-EN-PLAINE |
| 79242 | VOULMENTIN |

ANNEXE 2 : COMMUNES EN ZONE DE SURVEILLANCE

INSEE

COMMUNES

| | |
|-------|--|
| 79007 | ALLONNE |
| 79002 | ADILLY |
| 79003 | AIFFRES |
| 79005 | AIRVAULT Sud |
| 79009 | AMURE |
| 79010 | ARCAIS |
| 79014 | ARGENTON-L'EGLISE |
| 79016 | ASSAIS-LES-JUMEAUX |
| 79019 | AUBIGNY |
| 79020 | AUGE |
| 79024 | AZAY-LE-BRULE |
| 79025 | AZAY-SUR-THOUET |
| 79029 | BEAULIEU-SOUS-PARTHENAY |
| 79032 | BECELEUF |
| 79034 | BESSINES |
| 79038 | BOISME |
| 79040 | LA BOISSIERE-EN-GATINE |
| 79043 | BOUILLE-LORETZ |
| 79049 | La partie SUD-EST de BRESSUIRE, limitée à l'OUEST par la D148, et au NORD par la D938ter |
| 79054 | BRIE |
| 79056 | BRION-PRES-THOUET |
| 79066 | CHAMPDENIERS-SAINT-DENIS |
| 79068 | CHANTECORPS |
| 79080 | CHATILLON-SUR-THOUET |
| 79081 | CHAURAY |
| 79086 | CHERVEUX |
| 79088 | CHICHE |
| 79092 | CLAVE |
| 79094 | CLESSE |
| 79100 | COULON |
| 79102 | COULONGES-THOUARSAIS |
| 79104 | COURS |
| 79109 | ECHIRE |
| 79112 | EPANNES |
| 79114 | EXIREUIL |
| 79116 | FAYE-L'ABBESSE |

| | |
|-------|---|
| 79117 | FAYE-SUR-ARDIN |
| 79118 | FENERY |
| 79119 | FENIOUX |
| 79124 | LES FORGES |
| 79125 | FORS |
| 79128 | FRANCOIS |
| 79130 | FRONTENAY-ROHAN-ROHAN |
| 79131 | GEAY |
| 79133 | GERMOND-ROUVRE |
| 79134 | Nord de GLENAY, limitée au sud par la D170. |
| 79141 | IRAIS |
| 79070 | LA CHAPELLE-BATON |
| 79071 | LA CHAPELLE-BERTRAND |
| 79076 | LA CHAPELLE-SAINT-LAURENT |
| 79077 | LA CHAPELLE-THIREUIL |
| 79048 | LA CRECHE |
| 79120 | LA FERRIERE-EN-PARTHENAY |
| 79139 | LES GROSEILLERS |
| 79208 | LA PEYRATTE |
| 79089 | LE CHILLOU |
| 79149 | LHOUMOIS |
| 79035 | LE BEUGNON |
| 79046 | LE BOURDET |
| 79059 | LE BUSSEAU |
| 79322 | LE TALLUD |
| 79226 | LE RETAIL |
| 79337 | LE VANNEAU-IRLEAU |
| 79157 | LOUZY |
| 79159 | LUCHE-THOUARSAIS |
| 79161 | LUZAY |
| 79162 | MAGNE |
| | |
| 79167 | MARNES |
| 79171 | MAUZE-THOUARSAIS |
| 79172 | MAZIERES-EN-GATINE |
| 79178 | MISSE |
| 79190 | NEUVY-BOUIN |
| 79191 | NIORT |

| | |
|-------|--------------------------------|
| 79196 | OIRON |
| 79197 | OROUX |
| 79203 | PAS-DE-JEU |
| 79200 | PAMPLIE |
| 79235 | SAINT-AMAND-SUR-SEVRE |
| 79202 | PARTHENAY |
| 79209 | PIERREFITTE |
| 79213 | POMPAIRE |
| 79215 | POUGNE-HERISSON |
| 79218 | PRESSIGNY |
| 79220 | PRIN-DEYRANCON |
| 79222 | PUGNY |
| 79223 | PUIHARDY |
| 79225 | REFFANNES |
| 79238 | SAINT-AUBIN-DU-PLAIN |
| 79239 | SAINT-AUBIN-LE-CLOUD |
| 79241 | SAINT-CHRISTOPHE-SUR-ROC |
| 79244 | SAINT-CYR-LA-LANDE |
| 79249 | SAINT-GELAIS |
| 79253 | SAINT-GEORGES-DE-NOISNE |
| 79254 | SAINT-GEORGES-DE-REX |
| 79255 | SAINT-GERMAIN-DE-LONGUE-CHAUME |
| 79257 | SAINT-HILAIRE-LA-PALUD |
| 79258 | SAINT-JACQUES-DE-THOUARS |
| 79259 | SAINT-JEAN-DE-THOUARS |
| 79260 | SAINT-JOUIN-DE-MARNES |
| 79263 | SAINT-LAURS |
| 79265 | SAINT-LEGER-DE-MONTBRUN |
| 79267 | SAINT-LIN |
| 79271 | SAINT-MARC-LA-LANDE |
| 79280 | SAINT-MAURICE-ETUSSON |
| 79269 | SAINT-MAIXENT-DE-BEUGNE |
| 79270 | SAINT-MAIXENT-L'ECOLE |
| 79274 | SAINT-MARTIN-DE-MACON |
| 79277 | SAINT-MARTIN-DE-SANZAY |
| 79278 | SAINT-MARTIN-DU-FOUILLOUX |
| 79281 | SAINT-MAXIRE |
| 79285 | SAINT-PARDOUX |

| | |
|--------------|--------------------|
| 79293 | SAINT-REMY |
| 79298 | SAINT-SYMPHORIEN |
| 79299 | SAINT-VARENT Ouest |
| 79250 | SAINTE-GEMME |
| 79284 | SAINTE-OUENNE |
| 79292 | SAINTE-RADEGONDE |
| 79300 | SAINTE-VERGE |
| 79302 | SAIVRES |
| 79304 | SANSAIS |
| 79306 | SAURAI |
| 79308 | SCIECQ |
| 79311 | SECONDIGNY |
| 79318 | SOUTIERS |
| 79320 | SURIN |
| 79321 | TAIZE-MAULAIS |
| 79326 | THENEZAY |
| 79329 | THOUARS |
| 79331 | TOURTENAY |
| 79332 | TRAYES |
| 79335 | VALLANS |
| 79339 | VASLES |
| 79340 | VAUSSEROUX |
| 79341 | VAUTEBIS |
| 79345 | VERRUYES |
| 79347 | VIENNAY |
| 79354 | VOUHE |
| 79355 | VOUILLE |
| 79357 | XAINTRAY |